Propositions concordataires

Questions à débattre en atelier

ÉTUDE DE CAS

OBJET : XYZ CONSTRUCTION INC.

On vous remet le bilan de la société - XYZ Construction Inc. («XYZ»). Les informations suivantes vous sont également remises lors d'une rencontre avec votre client, la Banque.

	<u>\$</u>
Actifs	
Stock	10 000
Comptes clients	2 890 456
Machineries et équipements	<u>172 950</u>
	<u>3 073 406</u>
Passifs	
Créanciers garantis	181 423
Créanciers privilégiés	41 267
Fiducie présumée (DAS fédérales)	56 325
Hypothèque légale du domaine de la construction	1 940 792
Créanciers ordinaires	3 745 201
Litiges	<u>2 250 000</u>
	<u>8 215 008</u>

La Banque vous mentionne qu'XYZ a été durement touchée par la récession. La Banque ne lui accorde plus son soutien à moins qu'XYZ puisse améliorer sa situation financière et lui démontrer sa capacité de redevenir rentable. De plus, la Banque vous informe qu'XYZ est incapable de régler avec les créanciers ayant des hypothèques légales de construction.

Quelques jours plus tard, les dirigeants d'XYZ communiquent avec vous à la demande de la Banque et vous convoquent à une réunion. Durant cette réunion, XYZ vous informe des événements ou faits suivants :

- Une requête pour une ordonnance de faillite a été signifiée à XYZ il y a deux jours;
- Un créancier a saisi les équipements de chantier;
- Le gouvernement fédéral a saisi le compte d'opérations bancaires;
- La valeur de réalisation des actifs est d'environ 1 500 000 \$;

- Les hypothèques légales de construction ne sont pas enregistrées sur les actifs d'XYZ, mais sur les projets de cette dernière sur lesquels des sommes sont à recevoir;
- L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas préparé;
- Aucun avis n'a été reçu par la Banque.

Questions

Bloc A

Pour chaque question, répondez en mentionnant le ou les articles de loi qui peuvent s'appliquer.

1. Que feriez-vous pour suspendre les droits du créancier pétitionnaire et du créancier ayant saisi les équipements?
2. Quel serait l'effet du dépôt d'un avis d'intention de faire une proposition sur la pétition?
3. Qui doit préparer la proposition?
4. À quel moment le dépôt de la proposition est-il effectif?
5. De quelles façons (s'il y a lieu) et pour quelles raisons un créancier pourrait interrompre les procédures de l'avis d'intention?
6. Quelles sont les exigences de la loi relativement aux fonctions du syndic entre l'avis d'intention et le dépôt de la proposition?
7. La Banque veut mettre à exécution ses garanties. Quels sont les recours d'XYZ et ceux de la Banque?
8. Préparez une proposition en respectant les dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Informations additionnelles

- Vous avez déposé une proposition et donné tous les avis pertinents
- Avant l'assemblée des créanciers, vous avez reçu plusieurs preuves de réclamations;
- Aucune proposition n'a été faite à la Banque;
- Le créancier ayant une créance litigieuse au montant de 2 250 000 \$ vote contre la proposition. Selon XYZ, cette réclamation est surévaluée d'environ 2 200 000 \$;
- Certaines preuves de réclamation semblent ne pas respecter les normes prescrites de la loi;

- Un des créanciers garantis détient une hypothèque sur deux camions, que vous croyez invalide parce que non inscrites; Ce créancier dépose une réclamation comme créancier garanti, et demande que les véhicules lui soient remis.
- Un paiement de 500 000 \$ a été fait à une société liée six mois avant le dépôt de l'avis d'intention.
- Les honoraires et débours estimatifs pour l'administration du dossier sont d'environ 200 000 \$.

Questions

Bloc B

1. Quels sont les recours prévus par la loi relativement au paiement de 500 000 \$ fait à la société liée? De quelle façon XYZ pourrait-elle éliminer le recours disponible par les créanciers, et quels sont les risques de le faire?
2. S'il y avait un vote positif sur la proposition, quels créanciers seraient liés par la proposition?
3. Le créancier ayant une créance litigieuse vote contre la proposition. Quels sont les recours du syndic à la proposition envers ce créancier, et quelles conséquences les recours auraient-ils sur la proposition et sur les fonctions du syndic?
4. Quels sont les pouvoirs des inspecteurs dans une proposition?
5. Le syndic a-t-il le droit de rejeter des réclamations aux fins du vote à l'assemblée?
6. Une disposition de la proposition prévoit que les responsabilités personnelles envers les créanciers A, B et C sont éliminées. Si la proposition est acceptée, les créanciers A, B et C seraient-ils liés par ces dispositions?
7. Dans la proposition, les créanciers ayant des hypothèques légales de construction sont traités à titre de créanciers garantis. Est-ce valide? Quels recours les créanciers ont-ils pour changer cette classification?
8. Discutez des droits du syndic de contester la réclamation du créancier garanti ayant une hypothèque sur les camions.
9. Quels sont les critères qui seront considérés par le tribunal pour que la proposition soit acceptée?
10. Un syndic déposé une proposition auprès du séquestre officiel. Ce dernier la refuse en raison du manque de raisonnable de la proposition.
 - 10.1. Quels sont les pouvoirs du séquestre officiel sur l'acceptation de la proposition?
 - 10.2. Quels fonctionnaires administratifs peuvent accepter ou refuser une proposition?

Questions

Bloc C

1. Un client de votre associé de vérification vous appelle, pour fins de consultation. Une compagnie débitrice a déposé une proposition et il semble évident que le but de la proposition est de régler sans son consentement une poursuite importante. Votre client est convaincu du bien-fondé de sa poursuite, et s'il a raison, il serait de loin le créancier le plus important, puisque les autres créanciers en date de la proposition sont négligeables. Que conseillez vous à votre client?

2. Vous agissez comme syndic à la proposition de ABC Ltée.

Tout baigne dans l'huile : les créanciers ont approuvé un paiement de 75 % de leurs créances, et les créanciers garantis ont accepté (volontairement, puisque la proposition ne leur était pas adressée) de financer les activités de la compagnie.

Vous vous préparez pour la requête visant la ratification de la proposition, lorsque vous recevez un appel du directeur de compte de la banque, qui vous annonce que l'usine principale a fait l'objet d'un incendie, que les assurances n'étaient pas adéquates, et qu'en conséquence la banque retire son appui immédiatement, pour percevoir le produit de l'assurance.

Que faites vous?

3. Vous agissez comme syndic nommé à l'avis d'intention, puis éventuellement à la proposition de DEF Ltée. Vous avez aussi agi comme séquestre intérimaire, entre la date du dépôt de l'avis d'intention, jusqu'à l'assemblée générale. La proposition n'est pas acceptée, et la compagnie devient faillie.

Le jour même, les inspecteurs vous autorisent à vendre de gré à gré à un acheteur potentiel qui s'était manifesté, et qui est évidemment le candidat idéal pour acheter les biens.

Vous effectuez la vente et remettez les biens à l'acheteur.

Le propriétaire des locaux vous réclame du loyer d'occupation pour la période durant laquelle vous avez occupé, à savoir depuis l'avis d'intention. Discutez.

4. Vous agissez comme syndic à la proposition. Le président de la compagnie débitrice réalise combien il est important d'obtenir le support des créanciers, mais en raison de sa timidité presque maladive, il vous demande d'appeler les créanciers pour lui, pour leur demander de voter en faveur de la proposition.

Discutez.

5. Vous agissez comme syndic à la proposition. La proposition a été approuvée, et les créanciers n'ont pas jugé bon de nommer des inspecteurs. Les 3 premiers paiements sont effectués tel que prévu à la proposition.

Quelques jours avant le 4^e paiement, le président vous avise qu'il ne sera pas en mesure d'effectuer le paiement tel que prévu, mais aura besoin d'un délai additionnel de 45 jours. Que lui répondez-vous?

6. Vous agissez comme syndic à la proposition. La proposition a été approuvée par les créanciers, et vous vous préparez pour la ratification.

Vous recevez un appel d'un créancier important des E.U., qui mentionne qu'il a reçu l'avis de l'assemblée après qu'elle ait été tenue, et qu'il aurait voté contre la proposition. Il désire s'objecter à la ratification.

Discutez.

7. Votre associé qui pratique en vérification vous consulte au sujet d'un client important, qui éprouve des difficultés financières. L'entreprise est une grande chaîne de magasins qui est en exploitation de longue date.

7.1. Après de longues études concernant les affaires de la compagnie, vous décidez de recommander à celle-ci de se prévaloir des dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Discutez, avec motif à l'appui, de votre capacité d'agir comme contrôleur.

L'arrangement est accepté par les créanciers et ratifié par le tribunal. Avant qu'il soit mené à terme, la compagnie recommence à éprouver des difficultés financières.

7.2. Votre client vous demande s'il lui est possible de se prévaloir encore de la LACC. Discutez

7.3. Votre client vous demande s'il lui est possible de déposer un avis d'intention de faire une proposition en conformité des dispositions de la LFI. Discutez.

7.4. Présumons que votre client n'a jamais déposé une quelconque procédure auparavant (i.e. ignorez 7.1 à 7.3). Discutez, avec motif à l'appui, de votre capacité d'agir comme syndic.

7.5. Présumons que vous avez accepté d'agir comme syndic. La compagnie a maintenant peur de la cession présumée, et vous demande s'il lui est possible de déposer une procédure en vertu de la LACC. Que lui répondez vous?

7.6. Présumons que la compagnie a déposé un compromis en vertu de la LACC, et décide qu'il serait préférable de déposer une procédure en vertu de la LFI. Que lui répondez vous?

8. Vous recommandez à un débiteur de déposer une proposition concordataire en vertu de la LFI. L'administrateur de la compagnie débitrice vous pose les questions suivantes:

- 8.1. Discutez brièvement des incidences de la LIR du dépôt et de l'acceptation de la proposition.
 - 8.2. Discutez brièvement de la responsabilité personnelle de l'administrateur en ce qui concerne les retenues salariales, taxes de vente impayées, salaires des employés, intrants non acquittés sur les factures des fournisseurs.
 - 8.3. L'administrateur vous indique qu'il entend payer les retenues salariales et taxes de vente impayées immédiatement avant de déposer la proposition, afin d'éviter une responsabilité personnelle. Discutez des implications.
 - 8.4. Votre réponse à 8.3 serait-elle différente si la proposition échoue et la compagnie débitrice devient faillie?
 - 8.5. La compagnie débitrice attendait un remboursement de TPS/TVQ en raison des intrants. Discutez du traitement de cette réclamation par le gouvernement.
 - 8.6. La compagnie décide de déposer sa proposition le 10 septembre 20X1. Discutez du calcul des taxes impayées et de la production des rapports de vente, aux fins de la préparation de la liste des créanciers.
9. Une compagnie ("M") oeuvre dans le domaine de la distribution et de l'installation de portes. Il y a quelques années, un compétiteur important ("G") a acquis son réseau de distribution hors d'un territoire prédéterminé et lui a accordé un contrat de distribution avec clauses d'exclusivité très avantageuses, en faisant ainsi son distributeur principal. Entre autres choses, le contrat prévoit que la compagnie M a droit à des commissions minimum indépendantes du niveau d'achats, des ristournes additionnelles dépendant des achats, des ristournes sur les achats des sous distributeurs du réseau qui a été cédé, des ristournes pour la publicité, et un engagement de G à l'effet que M bénéficiera toujours des meilleures conditions de crédit et meilleurs prix disponibles aux clients de G.

Des problèmes surviennent en ce que G se rend compte que le contrat négocié est onéreux, et les frictions augmentent. Progressivement, G refuse d'accorder des ristournes sur les achats effectués par les anciens clients, sur la base que les montants des achats sont indéterminables puisque les transactions se font via d'autres sous distributeurs de G, puis G cesse de traiter les crédits pour les commissions minimum, puis G resserre le crédit. À l'automne, la période d'activité maximale, G exige d'être payée sur une base COD, quoiqu'elle exige aussi que les paiements des expéditions courantes soient affectés aux plus vieilles factures en suspens, et exige des montants supplémentaires de \$50,000 par semaine pour réduire le compte.

Aujourd'hui, le 14 octobre 20X1, l'administrateur de M vous rencontre et vous apprend ce qui suit:

- À son avis, aucun montant n'est dû, en raison des crédits qui devraient être appliqués contre le compte de M mais qui ne sont pas reconnus par G.
- Un des administrateurs, actionnaire minoritaire, a conspiré avec G pour se lancer en affaires comme le nouveau distributeur de G, et a tout mis en oeuvre pour causer la faillite de M. De fait, cet autre administrateur a consulté un autre syndic avec G en vue de

structurer un achat de l'actif de la société à petit prix par le biais d'une faillite ou d'une proposition, a négligé de renouveler les permis de construction et a communiqué avec des clients pour les inciter à annuler leurs commandes et suspendre leurs paiements.

- 9.1. Que pouvez vous suggérer à l'administrateur?
- 9.2. Vous décidez d'agir comme syndic désigné à un avis d'intention déposé par la compagnie. Dans les jours suivant le dépôt, le procureur de G communique avec vous et exige que la compagnie M retourne à G tous les stocks en main, en prétendant que tous ces biens sont assujettis à un contrat de vente conditionnelle. Il vous apprend que le contrat de G énonce que les biens résiduels sont présumés être les biens impayés, et que G a une somme à recevoir de \$160,000. Quelle position adopteriez vous?
- 9.3. Le procureur de G fait suivre son appel téléphonique d'une requête au tribunal visant la levée de la suspension des instances, pour récupérer la marchandise. Discutez.
- 9.4. Après quelques mois utilisés pour remettre à l'ordre les registres comptables, discuter avec les banquiers, élaborer des plans d'affaires, négocier de nouvelles sources d'approvisionnement et entreprendre un recours en dommages intérêts contre G et contre l'ancien administrateur/actionnaire, l'administrateur vous demande de l'aider à élaborer une proposition aux créanciers. Les problèmes immédiats dans l'élaboration de la proposition portent sur le fait que l'actuelle compagnie ne peut pas obtenir de permis de construction, puisqu'elle est insolvable, et que la continuité de l'exploitation dans le même cadre corporatif est problématique en raison de l'obligation de divulguer des informations à l'ancien administrateur. Finalement, les opérations futures doivent être financées par une nouvelle institution financière qui ne veut pas que ses sûretés servent à absorber le déficit actuel de la banque, et la banque actuelle veut que l'ensemble des biens grevés par ses sûretés soit affecté au repaiement de ses avances. Discutez de la structure que pourrait prendre la proposition.
- 9.5. Un autre des administrateurs vous demande si sa compagnie de gestion pourrait voter en faveur de la proposition. La compagnie a 4 administrateurs en tout, dont 3 détiennent 30% du capital chacun (par le biais de compagnies de gestion) et le dernier est l'actionnaire minoritaire dont il a été question plus haut. La compagnie de gestion d'un des 3 administrateurs en poste a avancé \$200,000 à la compagnie il y a 2 ans, et le montant dû en date de l'assemblée des créanciers est \$203,000 représentant tout le capital, plus des intérêts depuis le dépôt de l'avis d'intention. Que répondez-vous à cet administrateur?
- 9.6. Immédiatement avant l'assemblée des créanciers, le procureur de G vous remet une preuve de réclamation établie au montant de \$160,000 dont une partie est considérée comme garantie pour un montant de \$30,000. Discutez.
- 9.7. Vous aviez anticipé recevoir une réclamation, et vous aviez donc préparé un formulaire de contestation de la réclamation en blanc. Vous le complétez sur le champ et le remettez aux représentants de G, et vous en avisez le séquestre officiel (qui préside l'assemblée) avant le début de l'assemblée. Que proposez vous comme traitement de la réclamation de G pour fins de présence et de vote à l'assemblée?

- 9.8. Certaines des contre réclamations que l'administrateur vous a demandé d'opposer à G dans le cadre de la contestation de la réclamation (pour raisons de compensation) portent sur des montants qui selon vous sont devenus payables à M après le dépôt de l'avis d'intention et même certains des montants sont devenus payables après le dépôt de la proposition. Discutez du bien-fondé d'inclure de tels montants dans la contestation.
- 9.9. Discutez des implications des diverses décisions ci-dessus au niveau administratif, pour compiler les votes sur la proposition.